

La dynamisation du programme sur les femmes, la paix et la sécurité

LE RAPPORT ANNUEL 2019



ISBN: 978-9970-29-039-0

© Women's International Peace Centre, 2020

Veuillez adresser toute correspondance à:

La Directrice Exécutive
Women's International Peace Centre
Anciennement connu sous Isis- Women's International Cross-Cultural Exchange (Isis-WICCE)
Plot 1, Martyrs Garden Road B, Ministers' Village, Ntinda
P.O Box 4934, Kampala, Uganda

Tél +256-414-543953
Courriel program@wipc.org
Site Web www.wipc.org

La dynamisation du programme sur les femmes, la paix et la sécurité

LE RAPPORT ANNUEL 2019



Table des Matières

ACRON	YMES	1
	POS DE WOMEN'S INTERNATIONAL PEACE CENTRE (CENTRE IATIONAL DES FEMMES POUR LA PAIX)	2
	PLAN STRATÉGIQUE 2019-2022	5
MESSA	GE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ET DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL NISTRATION	6
UNE SY	NTHESE DE L'IMPACT APPORTÉ GRÂCE À NOS ACTIVITÉS EN 2019	9
1.0	RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DES FEMMES POUR QU'ELLES PARTICIPENT AUX PROCESSUS DE PAIX	9
	1.1 L'OUGANDA	9
	1.2 LE SOUDAN DU SUD	14 16
	 1.3 LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) 1.4 CRÉATION D'UN BASSIN INTERNATIONAL DE FEMMES LEADERS DANS LES PROCESSUS DE PAIX 	18
2.0	LA MISE A LA DISPOSITION DES FEMMES DES INFORMATIONS POUR LEUR PERMETTRE D' INFLUENCER LA PRISE DE DÉCISION DANS LES PROCESSUS DE PAIX	22
	2.1 RECHERCHE SUR LES PROCESSUS DE PAIX ET DE GOUVERNANCE EN OUGANDA ET AU SOUDAN DU SUD	22
	2.2 EVALUATION DE LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES FEMMES À LA CONSTRUCTION DE LA PAIX EN OUGANDA : ETUDE DE CAS DES DISTRICTS DE YUMBE, KOTIDO ET ADJUMAN	22
	2.3 ÉVALUATION DU NIVEAU DE PARTICIPATION EFFECTIVE DES FEMMES AUX PROCESSUS ÉLECTORAUX PACIFIQUES EN OUGANDA : ÉTUDE DE CAS DES DISTRICTS D'ARUA, DE KASSANDA ET DE KAPELEBYONG	23
	2.4 DÉVELOPPEMENT D'UN CORPUS DE CONNAISSANCES FÉMINISTES	24
3.0	TENTATIVES DÉLIBÉRÉES DE RÉCLAMER DES ESPACES POUR QUE LES FEMMES PUISSENT PARTICIPER À TOUS LES NIVEAUX DES PROCESSUS DE PAIX	24
	 3.1 L'INFLUENCE ET LA REVENDICATION D'ESPACES AU SOUDAN DU SUD ET EN RDC 3.2 RÉCLAMATION D'ESPACES AU NIVEAU RÉGIONAL 3.3 LE PLAIDOYER MONDIAL 	24 24 29
4.0	PROMOTION DU BIEN-ÊTRE HOLISTIQUE DES FEMMES DANS LES	30
	PROCESSUS DE PAIX 4.1 LA FORMATION DE LEADERSHIP FÉMINISTE ET BIEN-ÊTRE	30
	4.2 CAMP D'ACTION POUR LES FILLES	30 31
	4.3 FORMATION SUR LE LEADERSHIP FÉMINISTE ET LE BIEN-ÊTRE 4.4 L'EXPLOITATION DE NOTRE POUVOIR AVEC LÂME : UN PROGRAMME D'ÉTUDES	31
	SUR MESURE POUR LE LEADERSHIP TRANSFORMATIONNEL ET LE BIEN-ÊTRE 4.5 LE FORUM FÉMINISTE OUGANDAIS	31
5.0	AMPLIFICATION DE LA VOIX DES FEMMES SUR LES MÉDIAS SOCIAUX	34
6.0	LE CENTRE POUR LA PAIX EST UNE INSTITUTION STRUCTURÉE ET EN AMÉLIORATION CONSTANTE QUI OBTIENT SES RÉSULTATS STRATÉGIQUES, TOUT EN ASSURANT UN MILIEU DE TRAVAIL SAIN 6.1 NOUVEAU NOM, NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE 6.2 NOTRE ÉQUIPE 6.3 LE CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION 6.4 LES SÉANCES DE FORMATION DU PERSONNEL	35 35 36 36
7.0	NOS REVENUS ET DÉPENSES	37
8.0	LES DÉFIS ET LES LEÇONS APPRISES	43

Acronymes

AFEM Association des Femmes des Médias

ARCRSS Accord sur la résolution du conflit dans la République Soudan du Sud
CEDAW Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard

des femmes

CEPO L'autonomisation des communautés pour une organisation progressiste

CEWERU Unité d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits du Ministre de l'intérieur

CIGPJ Centre pour la gouvernance inclusive, la paix et la justice

CSW Commission sur le Statut des femmes
CUA La Commission de l'Union Africaine
FARUG Liberté et errance en Ouganda
FFP Forces populaires de Paix

FOWODE Forum pour les femmes dans la démocratie

FPS Les femmes, la paix et la sécurité GIMAC Le Genre est mon Agenda

ICGLR La conférence internationale de la région des Grands Lacs

KJN Karibu Jeunesse Nouvelle

LGBTQI Lesbienne bisexuelle trans queer intersexe

MEMPROWLe mentorat et l'autonomisation des jeunes femmesMFFPSMouvement des Femmes et Filles pour la paix et la sécuritéNAWHRDAlliance nationale des femmes défenseurs des droits humainsNAWOUAssociation nationale des organisations de femmes en Ouganda

NSC Comité directeur national

NUWODU Union nationale des femmes handicapées d'Ouganda

NWC Conseils National des Femmes OSC Organisation de la société civile

PAN Plan d'action national

RARCRSS Accord revitalisé sur la résolution des conflits en République du Soudan du Sud

RCA République Centrafricaine

RÉSOLUTION du Conseil de sécurité des Nations unies

RDC République démocratique du Congo RDC Commissaire résident du district VSBG Violence sexuelle basée sur le genre SGNU Secrétaire général des Nations unies

UA Union Africaine

UHRC Conseil de la commission des droits de l'homme d'Ouganda

UPDI Union des patriotes pour Défense des Innocents

À propos de Women's International Peace Centre (Centre international des femmes pour la paix)

Le Women's International Peace Centre (anciennement connu sous le nom Isis-WICCE) est une organisation féministe dont la mission est de renforcer le leadership des femmes, d'amplifier leurs voix et d'intensifier leur militantisme pour recréer la paix. Fondé en 1974, le Centre pour la paix travaille avec des partenaires dans des contextes de conflit et d'après-conflit en Afrique et en Asie, en utilisant notre modèle <<WEAVE>> développé localement, pour renforcer le pouvoir des femmes pour la paix en intégrant la recherche, la documentation, le bien-être holistique, le développement des compétences et des mouvements ainsi que le plaidoyer.



NOTRE VISION

Les femmes vivant en paix et (re)créant la paix.

NOS VALEURS

L'audace, L'innovation, La cohérence Le bien-être intentionnel



COMMENT NOUS NOUS ATTENDONS À CE QUE LE CHANGEMENT SE PRODUISE

Nous travaillons avec les femmes touchées par les conflits pour restaurer leur dignité et leur estime de soi (pouvoir intérieur), renforcer leurs capacités d'action personnelle (pouvoir de), exploiter leurs capacités d'action collective (pouvoir avec) et développer leur influence (pouvoir sur) afin de promouvoir et d'apporter des changements significatifs tout en abordant les questions relatives aux femmes, qui ne sont généralement pas abordées dans les situations de conflits et d'après-conflit.

COMMENT NOUS DÉFINISSONS L'IMPACT

L'ILLUMINATION: Nous faisons la recherche et nous documentons les expériences critiques mais souvent négligées des femmes dans les conflits armés et les situations post-conflit, en générant des données et des informations importantes pour influencer les politiques et les pratiques. Nos recherches et notre documentation ne peuvent qu'apporter un impact si nous pouvons ;

- Raconter l'histoire du point de vue de la femme, veiller à ce que les femmes ne soient pas effacées de l'histoire dans les pays sortant d'un conflit et à ce que les survivantes soient considérées comme des agents de changement essentiels dans les processus humanitaires et de reconstruction.
- Créer des espaces sûres pour que les femmes puissent partager leur histoire et remettre en question le silence, la stigmatisation et la dénégation liés à la violence sexuelle dans les conflits.
- Utiliser les récits pour exiger la distribution de ressources de manière à faire progresser les droits et le bien-être des femmes.
- Mobiliser et amplifier l'influence politique des femmes et leurs demandes de paix, de libération de la violence et de processus et réalités post-conflit sensibles au genre.
- Contribuer à l'ensemble des connaissances féministes existantes sur les femmes, les conflits et la consolidation de la paix.
- Faire pression sur les principales parties prenantes pour qu'elles modifient les normes, les politiques et les pratiques qui perpétuent les inégalités entre les sexes et la violence à l'égard des femmes dans les situations des conflits et d'après-conflits.

LE RÉTABLISSEMENT: Après avoir mené des recherches, nous facilitons les ripostes à l'impact unique de la violence sexuelle faite aux femmes et au traumatisme des conflits violents sur les femmes. Notre démarche de rétablissement ne peut gu'avoir un impact si;

- Les femmes reçoivent un soutien psychosocial et disposent les outils nécessaires pour favoriser leur bien-être personnel et collectif avant et après leur participation aux processus de paix ou aux activités de consolidation de la paix.
- Les compétences des femmes sont renforcées afin qu'elles puissent mener des thérapies individuelles et de groupe, pour fournir un soutien et pour assurer la sécurité des individus, des groups et des réseaux de femmes.
- Les partenaires avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, ainsi que les actions de plaidoyer qui s'y rapportent incitent à donner la priorité au soutien et à la protection des femmes défenseurs des droits humains et des femmes engagées dans la consolidation de la paix et la gouvernance après conflit.

LES SYNERGIES: Nous renforçons les capacités des femmes en tant qu'agents de changement dans les processus de consolidation de la paix et de relèvement post-conflit par le biais des formations au leadership, les échanges interculturels, la documentation et les initiatives visant à "redonner à la communauté."

Nos formations de leadership ne peuvent qu'apporter un impact significatif si ;

- Nous arrivons à documenter et mettre en évidence les préoccupations prioritaires et les réalités spécifiques des femmes ainsi que la situation de conflit dans chaque pays.
- Les femmes sont en mesure de définir des ripostes éclairées à une préoccupation spécifique et d'atteindre les objectifs de leurs initiatives communautaires relatives à la consolidation de la paix.
- Les anciennes participantes peuvent mettre en application les connaissances et les compétences acquises pour faire le plaidoyer et de mener les actions pour la paix adaptées selon leurs contextes.

/

LA RADIATION: Nous contribuons à l'établissement d'un mouvement des femmes pour la paix à travers des campagnes et d'un soutien solide à l'activisme des femmes artisanes de la paix. Nos initiatives ne peuvent qu'apporter un impact si ;

- Les voix et l'agence des femmes sont au centre de l'appel et de l'activation pour le changement.
- Nous assurons les espaces nécessaires pour que les femmes puissent s'engager auprès des acteurs clés et dans le travail politique tout en respectant leur parcours personnel.
- Les groups et mouvements de femmes sont soutenus pour établir la confiance, collaborer et échanger des stratégies pour des processus de paix sensibles au genre.

LE PLAIDOYER: Nous remettons en question les normes, les politiques, les pratiques et les institutions qui perpétuent la violence et les inégalités entre les hommes et les femmes par le biais des pressions et de plaidoyer fondé sur des preuves. Notre plaidoyer ne peut qu'avoir un impact si ;

- Il y a une voix féministe (qui met les préoccupations des femmes des survivantes avant tout, qui met au contre les priorités et les solutions aux problèmes auxquels les femmes font face) dans les processus de prise de décision sur la consolidation de la paix et le rétablissement après conflit.
- Les politiques et leur mise en œuvre reflètent les préoccupations des femmes et elles sont sensibles à la dimension de genre en incluant toutes les femmes pour qu'elles puissent en tirer des bénéfices.



Notre plan stratégique 2019-2022

OBJECTIF

Renforcer l'égalité des sexes, la justice et le développement politique, social et économique inclusif, en contribuant à la paix durable.

RÉSULTATS

Résultat 1: Participation accrue des femmes aux processus de paix, en exigeant et en influençant la paix durable et sensible à la dimension de genre.

Résultat 1: Transformation des processus de paix tenant compte de la dimension de genre en matière de la prévention, de la médiation, du dialogue, de la consolidation de la paix, de maintien de la paix et de négociation

LES RÉSULTATS STRATÉGIOUES

Pour soutenir et travailler à la réalisation de l'objectif et des résultats cités ci-haut, les principaux résultats suivants devraient être réalisés au cours des quatre prochaines années de la période stratégique.

- 1. Renforcement des compétences techniques des femmes afin de leur permettre de participer aux processus de paix.
- 2. Mise à disposition d'informations permettant aux femmes d'influencer la prise de décision dans les processus de paix.
- 3. Tentatives délibérées pour revendiquer des espaces permettant aux femmes de participer à tous les niveaux des processus de paix- local, national, et régional. [Revendication : faire pression pour la mise en application des politiques et des lois existantes]
- 4. Assurer le bien-être holistique des femmes dans les processus de paix.
- 5. Le Centre pour la paix (WIPC) est une institution structurée et en amélioration constante, qui réalise ses résultats stratégiques tout en assurant un environnement de travail sain.



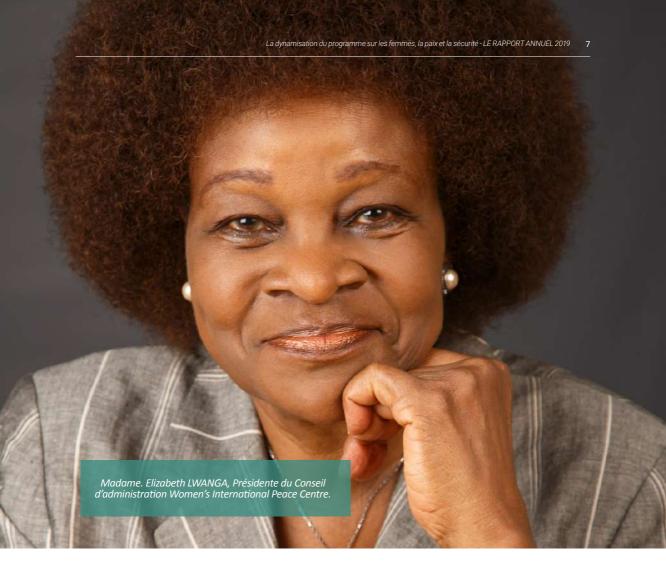
Chers amis/Chères amies

Nous sommes heureuses de partager avec vous les fruits de votre solidarité et de votre soutien tout au long de l'année 2019. Nous vous présentons le bilan de notre travail et son impact pendant toute l'année.

L'année 2019 a une place particulière dans nos cœurs et notre évolution car nous continuons à être le centre de référence pour les femmes et la construction de la paix.

L'organisation a officiellement changé de nom, passant de "Isis-Women's International Cross-Cultural Exchange" (Isis-WICCE) à "Women's International Peace Centre" (Le Centre pour la paix), ce qui reflète notre engagement continu à créer un monde où les femmes vivent en paix et recréent la paix. Cette année, nous avons également lancé notre nouveau plan stratégique 2019-2022 ayant comme but de renforcer l'équité entre les sexes, la justice et le développement politique, social et économique inclusif en contribuant à la paix durable.

Au cours des quatre années prochaines, nous nous concentrerons sur l'amélioration de la position des femmes afin d'influencer de manière plus puissante et sans complaisance les processus de consolidation de la paix et de transformer les espaces de consolidation de la paix pour qu'ils soient plus sensibles à la dimension de genre et plus inclusifs. Nous continuerons à amplifier la voix et le pouvoir décisionnel des femmes dans les processus de consolidation de la paix au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), au Népal, au Soudan du sud et en Ouganda.



En ce qui concerne l'année 2019, le Centre pour la paix est fier d'avoir contribué aux initiatives différentes ;

- Renforcement des capacités de 273 femmes pour pouvoir participer aux processus de paix au Burundi, en RDC, au Népal, au Sud-Soudan et en Ouganda grâce à la formation de leadership féministe sur la paix et la sécurité, aux échanges d'apprentissage et au soutien du mentorat. Les femmes artisanes de paix et les représentantes des coalitions nationales ont été encadrées dans le but de leur permettre d'influencer la prise de décision et la gouvernance post-conflit et d'exiger la responsabilité auprès des décideurs politiques afin d'actualiser l'inclusion significative des femmes dans les processus de paix et ainsi que de plaider en faveur de la mise en œuvre des plans d'actions nationaux sur la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations unies. En Ouganda, des femmes ont été formées et ont constitué des comités de paix pour suivre les indicateurs d'alerte précoce des conflits, de servir de médiatrices et d'entreprendre des réponses rapides et pertinentes.
- Mettre les informations à la disposition des femmes pour qu'elles puissent influencer la prise de décision dans les processus de paix en Ouganda et au Sud-Soudan. A l'approche des élections de 2020 en Ouganda, nous avons mené une étude sur les conflits et la violence liés aux élections en Ouganda afin d'informer et d'orienter notre soutien aux efforts des femmes dans le but de promouvoir des processus électoraux pacifiques. Au Sud-Soudan, nos recherches se sont concentrées sur l'évaluation de la mise en œuvre de l'accord de paix revitalisé, en mettant l'accent sur la dimension de genre. Notre publication annuelle "Women's World" a offert des informations et des voix de femmes bâtisseuses de paix au Burundi, en RDC, en Ouganda et de femmes réfugiées du Sud-Soudan pour influencer les solutions sexospécifiques aux déplacements forcés en Afrique.

- Ω
- Revendiquer des espaces et influencer les processus de paix à tous les niveaux. En Ouganda, afin d'améliorer la riposte nationale à l'alerte rapide et sa sensibilité au genre, nous avons établi un partenariat avec l'Unité continentale de riposte et d'alerte rapide dans le but de réactiver et de renforcer le comité directeur national pour la riposte au niveau national et d'inclure des indicateurs sensibles au genre dans le mécanisme d'alerte rapide. Au niveau des districts, nous avons introduit des mécanismes d'alerte rapide pour enrayer les conflits liés aux élections, notamment, les comités de paix des femmes, où les femmes recueillent, analysent et communiquent des informations auprès des comités de paix district pour la médiation. Pour faire avancer l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité et pour amplifier le rôle de jeunes femmes et des femmes de la base qui construisent la paix, nous avons établi un partenariat avec le bureau de l'envoyé spécial de la commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité. A cet effet, nous avons pu organiser un atelier régional des principales organisations intergouvernementales, des institutions et forums de femmes. Nous avons également travaillé en collaboration avec le Fonds mondial pour les femmes pour organiser une formation régionale des organisations et des défenseurs des droits des femmes du Burundi, de la République centrafricaine (RCA), de la RDC, du Rwanda, du Sud-Soudan et de l'Ouganda afin de renforcer notre plaidoyer et nos actions collectives pour promouvoir le leadership des femmes dans la construction de la paix dans la région des Grands Lacs. Au niveau de l'Union africaine, nous avons œuvré à amplifier les voix et les besoins des femmes et des filles dans les milieux touchés par les conflits, dans le cadre de la campagne "le Genre: mon Agenda, (GIMAC)". Nous avons également appui les efforts de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et des Nations unies par le biais des processus d'examen de Beijing+25, la commission de la condition de la femme, le Forum de haut niveau sur les ODD, et dans divers espaces politiques nationaux.
- Dans le cadre de la promotion du bien-être holistique des femmes, nous continuons à travailler avec de groups de soutien aux femmes vivant avec le VIH- SIDA après le conflit dans la région du nord-est de l'Ouganda afin de favoriser leur accès aux moyens de subsistance durables. Nous avons également développé un programme d'enseignement sur mesure relatif au bien-être et au leadership transformationnel. A cet égard, nous avons formé plus de 90 femmes leaders en Ouganda. Nous avons également travaillé en partenariat avec "Womankind Worldwide" pour former les femmes handicapées, des jeunes femmes, des femmes en milieux ruraux, des femmes LBTQI et des femmes dans les systèmes de gouvernance.

Nous sommes extrêmement heureuses de nos réalisations de 2019 et nous espérons que vous continuerez à faire ce voyage avec nous. Nous nous réjouissons de la poursuite de notre partenariat pour réaliser notre mission qui consiste à susciter le leadership des femmes, à amplifier leurs voix et à intensifier leur militantisme pour recréer la paix.

Helen KEZIE-NWOHA,

Directrice Exécutive

Elizabeth LWANGA.

Elisabetholwang

Présidente du conseil d'administration

Une synthese de l'impact apporté grâce à nos activités en 2019

1.0 Renforcement des compétences des femmes pour qu'elles participent aux processus de paix

1.1 L'OUGANDA



La participation des femmes à la prise de décision sur la consolidation de la paix et les processus de relèvement post-conflit (par exemple ; le désarmement et la réintégration, la réforme du secteur de la sécurité, les programmes de redressement économique, les processus de réforme juridique, judiciaire et électorale) a été nettement faible, en particulier au niveau des districts et dans les milieux d'accueil des réfugiés. Cette situation est souvent attribuée au manque de femmes dirigeantes formées, à l'absence d'un environnement favorable à l'engagement des femmes dirigeantes ou à l'absence des interventions stratégiques qui favorisent la collaboration entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour mettre en application des engagements nationaux. Les plans d'action nationaux ougandais relatifs aux résolutions 1325 et 1820 du conseil de sécurité des Nations unies et à la déclaration de Goma fournissent un cadre national permettant à un large éventail d'acteurs de faire progresser le programme des femmes, la paix, et la sécurité (FPS), qui vise à renforcer la participation des femmes aux processus de paix, à les protéger contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) et à veiller à ce que les besoins des femmes soient satisfaits dans les processus de relèvement post-conflit.

1.1.1 Promouvoir la participation effective des femmes à la construction de la paix à Adjumani, à Kotido et à Yumbe

Renforcement de l'expertise et de l'influence des femmes bâtisseuses de paix

Le Centre de paix a pu former 156 femmes leaders dont 78 réfugiées et 78 des communautés d'accueil, issues de groups politiques, culturels, religieux et de groupes de femmes de médiation et de plaidoyer pour leur permettre d'influencer la construction de la paix a Kotido, à Adjumani, et à Yumbe. En conséquence, cinq (5) réseaux de femmes médiatrices de paix ont été créés en décembre 2019, chacun d'entre eux élaborant des plans d'action communautaires. Depuis lors, les réseaux de femmes médiatrices de paix ont identifié, signalé et servi de médiatrices dans des cas de conflits, notamment des vols de bétail, des conflits entre les communautés de réfugiés et d'accueil et des violences faites aux femmes en particulier des mariages précoces qui ont conduit à la déscolarisation des filles. Les conseils du Bien-être des réfugiés II et III, les commandants adjoints des établissements des réfugiées, les autorités locales (Communes) et le comité de sécurité du district par l'intermédiaire des commissaires résidents du district (RDC) ont travaillé avec les réseaux pour traiter les incidents signalés. Les femmes médiatrices sont présentes dans les cinq zones de Bidi, Nyumanzi, Agojo, Majji 1 et 3, les camps de réfugiés à Adjumani, Communes de Panyagara de Kululu, Romogi, Dzaipi, Ciporo, Rengen, Nakapelemoro a Yumbe et dans le conseil municipal de Kotido. Les femmes formées utilisent désormais les compétences acquises pour établir le profil de leur agence personnelle (pouvoir de) en exigeant l'inclusion et en assurant la médiation des conflits.

En tant que femmes leaders, nous avons toujours traité les cas de conflits sans aucune compétence. Après les élections des dirigeantes, souvent, nous nous asseyions et attendions que le président du district nomme les dirigeants, mais maintenant je sais que nous devons faire la pression par le biais de négociations pacifiques pour que les femmes soient placées dans les postes de direction. Maintenant, nous sommes en mesure d'assurer la médiation professionnelle et de faire pression pour que les femmes participent à la prise de décision.

Namwe Rose



Exploitation de l'agence collective des femmes

Les femmes médiatrices du conflit à Karamoja

En octobre 2019, des raids armés sur le bétail ont entraîné des pertes de vies humaines, de bétail, de biens et l'insécurité générale. Le réseau des femmes médiatrices de Kotido a organisé cinq dialogues communautaires, auxquels ont participé des leaders communautaires, des hommes et des jeunes afin de tisser des moyens de prévenir de futures flambées de violence. Les femmes médiatrices se sont engagées à fournir des informations d'alerte rapide aux dirigeants et à encourager d'autres femmes à renoncer de permettre aux jeunes d'aller faire des razzias. Le dialogue a pris la résolution d'inclure les femmes dans l'Akireket, un forum traditionnel pour la prise de décisions importantes au niveau communautaire.

Le réseau des femmes médiatrices de paix a dirigé une équipe composée de dirigeants politiques et techniques du district (le RDC et le Chef du district) pour négocier la paix entre les habitants de Kotido et ceux des districts voisins de Moroto et Napak. Les femmes médiatrices ont ainsi pu récupérer 80 vaches qu'elles ont pu remettre à Kotido.

• La promotion de la paix pour les femmes et les filles dans la région de West Nile

A partir de décembre 2019, a Yumbe et Adjumani, les médiatrices de paix ont formé 7 groupes de femmes et elles ont ainsi pu partager des informations sur la paix et les violences sexuelles et basées sur le genre faites aux femmes et aux filles. Par exemple, dans le camp de réfugiés de Nyumanzi, elles ont servi de médiatrices dans une affaire de mariage précoce, elles ont convaincu le père de la jeune fille pour qu'elle puisse rester à l'école. Elles ont pu mettre la famille en contact avec la Fédération luthérienne mondiale à Adjumani qui lui a offert une bourse d'études.

1.1.2 L'engagement et l'influence des jeunes et des femmes dans les processus électoraux pacifiques à Arua, à Kapelebyong, à Kassanda, à Lira et à Luwero

Le "Women's Situation Room Uganda (un mécanisme de riposte et d'alerte rapide dirigé par des femmes pour réduire la violence électorale) organisé conjointement par le Centre pour la paix a démontré la valeur des efforts déployés par les femmes pour atténuer les conflits et la nécessité d'un travail de réponse et d'alerte rapide tout au long du cycle électorale pour garantir des élections pacifiques. Dans la perspective des élections présidentielles et législatives qui auront lieu en 2021, et compte tenu de la création des nouveaux districts et des zones sensibles en cours d'élection, le Centre de paix a ciblé cinq districts des régions de l'est, du nord, du centre, et de West Nile pour aider les jeunes et les femmes à jouer un rôle de premier plan en veillant à ce que le gouvernement soit responsable aux citoyens en matière de processus électoraux pacifiques.

Amélioration des compétences des jeunes et des femmes défenseurs de la paix

Pres de 110 leaders de jeunes (40 jeunes femmes et 70 jeunes hommes) dans des organisations et des groupes de jeunes, y compris dans le secteur informel, et 112 défenseurs de la paix issues de groupe de femmes, d'organisations religieuses et du secteur informel dans les districts de Luwero et Lira ont été formés à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits ainsi qu'aux stratégies de changement d'attitude et de comportement. Cette formation a permis de créer des ambassadeurs de la paix au sein des communautés pour transmettre des messages de paix, d'identifier et de signaler les cas de violence. Les jeunes de Luwero ont créé un groupe WhatsApp où les informations



les plus récentes sur les questions relatives à la violence sont partagées afin de trouver les moyens de les atténuer. Ils continuent à transmettre des messages non violents pour encourager les communautés à croire que des élections non violentes et libres sont possibles.

Dans le but de doter les femmes des outils de diriger d'une manière efficace pour faire en sorte que les processus électoraux soient pacifiques et démocratiques, 100 leaders femmes dans les 3 districts ont reçu une formation en décembre 2019 pour leur permettre de comprendre le cycle électoral, le leadership et la gestion des conflits. Les femmes leaders formées comprenaient les responsables du Conseil national des femmes au niveau des districts et des Communes, des femmes leaders d'institutions religieuses et culturelles, des femmes journalistes, des jeunes femmes leaders, des femmes de la société civile, des représentantes d'associations de femmes et des femmes handicapées.

Les femmes formées ont par la suite mené des sessions de médiation communautaire. Par exemple, à Bukuya, dans le district de Kassanda, les femmes ont désamorcé une situation potentiellement violente entre les citoyens qui manifestaient contre le meurtre d'un enfant par un agent de police qui essayait de tuer un chien errant. Les femmes leaders ont soumis les problèmes des femmes aux dirigeants de district. Et plusieurs femmes d'entre elles ont décidé de briguer des postes de direction lors de prochaines élections dans les communes d'Obalanga, Kapelebyong, Katrini et Bukuya.

Le Centre pour la paix a ciblé les dirigeantes du Conseil national des femmes, un organe composé de dirigeantes élues et qui mobilisent les femmes de la base jusqu'au niveau national. Afin de renforcer leur impact et leur influence, nous avons appuyé le Conseil à élaborer et à diffuser un plan stratégique fournissant une orientation aux interventions axées sur la défense des droits des femmes, le leadership des femmes, l'amélioration de l'autonomisation économique des femmes et le renforcement des systèmes institutionnels du Conseil national des femmes.

Au départ, les femmes dirigeantes du Conseil n'étaient pas reconnues en public. Cela nous a donné ainsi qu'aux jeunes une plateforme pour nous adresser à la communauté et la confiance nécessaire pour parler de questions telles que la promotion de la paix et le découragement de la violence. L'autre jour, je parlais au Commissaire résident du district (RDC) au téléphone et mon mari a entendu la conversation et il s'est demandé d'où me venait tout ce courage. Toutes les personnes importantes dans le district m'écoutent et me respectent maintenant.

Zulaika Sebbi
Conseil des femmes du district de Kassanda



Afin de créer **un environnement favorable pour le travail de consolidation de la paix** des femmes et de soutenir des efforts des districts et des Communes pour promouvoir des élections pacifiques, le Centre pour la paix a signé un protocole d'accord avec les gouvernements au niveau des districts. A cet égard, le Centre a organisé 12 réunions avec les dirigeants de 3 districts et 9 sous-comtés (y compris les dirigeants politiques, la commission électorale, la commission ougandaise des droits de l'homme, la police, et la société civile).

Le Centre pour la paix a travaillé en collaboration avec la Commission électorale (CE) aux niveau local et national dans le cadre des 10 sessions de sensibilisation et de responsabilisation des communautés afin de sensibiliser les citoyens sur les processus électoraux tels que l'inscription des électeurs, la validation des électeurs et l'élection de groups d'intérêt particuliers, notamment les personnes âgées, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Les dirigeants des districts ont également utilisé cette plateforme pour discuter des questions de gouvernance qui les préoccupent, écouter leurs électeurs et leur fournir un retour d'information immédiat. Au cours de ces séances de sensibilisation sur la responsabilisation , les membres de la communauté ont également proposé des recommandations sur les mesures à prendre par la Commission électorale afin de garantir des élections pacifiques et inclusives, à savoir ; la réduction des frais de candidature pour les femmes et les jeunes de la base, l'annulation de la candidature des personnes impliquées dans les actes de violence et les malversations électorales, le recrutement des directeurs du scrutin et d'agents de vote locaux ainsi que la réduction du coût de remplacement des cartes d'identité nationale.

Durant les 16 jours d'activisme, le Centre pour la paix a **organisé un dialogue intergénérationnel** pour engager les chefs de district à mettre fin à la violence sexuelle et sexiste faite aux femmes et aux filles dans le district de Kassanda. Ce dialogue a rassemblé 70 personnes (dont 62 femmes et 8 hommes); des femmes leaders, des personnes âgées, des leaders culturels, des fonctionnaires, des politiciens, des parents, des étudiants, des organisations de la société civile, et des membres de la communauté. Les éléments qui alimentent la violence et découragent le signalement des viols et des harcèlements sexuels des jeunes filles ont été discutés. En conséquence, les dirigeants des sous-comtés ont convenu d'adopter deux règlements ;

- 1. Interdire la consommation d'alcool avant 18 heures ;
- 2. Obliger tous les parents à scolariser leurs enfants dans l'espoir de réduire les cas de négligence et d'autres atteintes sexuelles à l'égard des filles.

L'unité de protection des enfants et des familles de la police du sous-comté de Kalawana a conçu des formulaires pour signaler les cas de violence, et les dirigeants ont encouragé les élèves à dénoncer les enseignants qui harcèlent les filles au bureau des autorités locales du Conseil local III (LC III).

1.1.3 L'activation et la transformation des mécanismes nationaux de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Women's International Peace Centre (Le Centre international des femmes pour la paix) a travaillé en collaboration avec l'Unité d'alerte précoce et de riposte rapide aux conflits (CEWERU) du ministère de l'Intérieur, pour rendre son comité directeur national (NSC) plus fonctionnel et d'assurer la collecte des données sensibles au genre et la participation des femmes. A cet effet, 40 membres du comité directeur national ont été formés sur leurs rôles et responsabilités ; comment relier leur travail au mécanisme régional de l'IGAD pour la paix, la sécurité et le développement ; le mécanisme d'alerte précoce et de riposte rapide aux conflits pour signaler et répondre à la violence liée aux élections et à l'alerte précoce.

Cela a été un bon coup de pouce pour la relance du comité directeur! Grâce à ce partenariat, l'Ouganda est maintenant le deuxième pays de la région de l'IGAD après le Kenya, d'avoir convoqué une réunion et d'avoir rendu fonctionnel le comité directeur national."

Florence Kirabira

coordinatrice, Ministère de l'Intérieur, Unité d'alerte précoce et de riposte rapide aux conflits.

À la suite de la formation, le comité a mis en place un groupe WhatsApp pour gérer les réponses relatives aux signalements des incidents d'alertes précoce en temps réel des surveillants au sein des différents communautés. Le comité a également organisé deux séances de médiation communautaires et les consultations avec les communautés touchées pour comprendre les causes profondes du conflit. Le bureau de coordination du NSC et du CEWERU a également réagi aux signalements sur le conflit entre les communautés d'accueil et les réfugiés dans le district de Yumbe et sur le vol de bétail dans la région de Karamoja.



Le NSC est composé de représentants du Ministère de l'intérieur, de Cabinet du premier ministre, du ministère des affaires d'Afrique de l'Est, de la Présidence de la République, du bureau du Procureur général, de la police nationale, de la commission ougandaise des droits de l'homme (UHRC), de la commission électorale, du Conseil national des femmes (NWC), de l'ONU Femmes, du personnel du CEWERU, de l'université de Makerere, des médias et de quelques organisations de la société civile.

1.2 LE SOUDAN DU SUD



Depuis le déclenchement du conflit armé en décembre 2013, la résurgence en juillet 2016 et la signature de l'accord revitalisé sur la résolution du conflit au Sud-Soudan en 2018, le rôle essentiel des jeunes femmes dans la consolidation formelle de la paix et dans la résolution des conflits a été sous-exploité malgré leurs contributions informelles. Les jeunes femmes ont également été traditionnellement exclues des processus de paix formels et insuffisamment représentées dans les efforts déployés par le mouvement féministe au sens large. Les jeunes femmes ont un accès limité à l'information sur les processus de paix en cours, et elles ne disposent pas de capacités suffisantes pour appliquer les tactiques et les compétences nécessaires afin d'assurer leur participation significative aux processus de paix. Pour combler les lacunes identifiées, le Centre pour la paix a élaboré des programmes de formation qui favoriseront le leadership des jeunes femmes et leur engagement effectif dans les processus de paix en cours au Sud-Soudan.

1.2.1 Le renforcement de l'agence des jeunes femmes pour la paix

En novembre 2019, le Centre pour la paix et le Centre pour la gouvernance inclusive, la paix, et la justice (CIGPJ) ont formé près de 25 femmes (âgées de 23 ans à 35 ans, y compris une femme handicapée, représentant divers groupes ethniques et issues de divers OSC, des coalitions et des réseaux informels) à participer aux processus de paix et de gouvernance post-conflit en cours et à sensibiliser les jeunes femmes aux principales préoccupations en matière de paix et de sécurité. Grâce à cette formation qui a duré 5 jours, elles ont pu comprendre le programme sur les femmes, la paix et la sécurité ainsi que les cadres de sa mise en œuvre et de son suivi au niveau national.

L'accent particulier mis sur l'Accord revitalisé sur la résolution du conflit au Sud-Soudan (RARCSS), y compris une analyse sexospécifique de ses dispositions et un examen des principaux mécanismes /acteurs et des processus a éclairé la planification du plaidoyer par des jeunes femmes et l'évaluation des points d'entrée pour leur participation. En conséquence, les jeunes femmes ont défini des objectifs de plaidoyer et des plans de travail de groupe visant à garantir l'inclusion des questions prioritaires des jeunes femmes (liées à la violence sexuelle et sexiste, à la sécurité aux frontières et à la gouvernance inclusive) pendant les 100 jours précédant la mise en place du gouvernement de transition. Après la formation, elles ont constitué un groupe informel appelé « Young Women Leading for Peace » (Les Jeunes femmes menant la paix) selon le slogan de la formation et elles ont également créé un groupe WhatsApp pour poursuivre les discussions, créer des réseaux et coordonner les actions futures.

Les jeunes femmes formées ont également tiré des leçons d'un dialogue intergénérationnel avec des femmes leaders qui se trouvent dans les milieux typiquement masculins, qui leur ont proposé des stratégies pratiques pour accroître leur participation et leur leadership dans le nouveau Soudan du Sud. On peut entrer autre citer la responsable du "Women's Block du Soudan du Sud" et signataire de l'accord de paix de 2015, la présidente de l'union nationale africaine du Soudan du Sud, un parti politique dirigé par des femmes, la fondatrice du réseau des femmes de base du Soudan du Sud et la secrétaire générale du Barreau du Soudan du Sud (South Sudan Law Society).

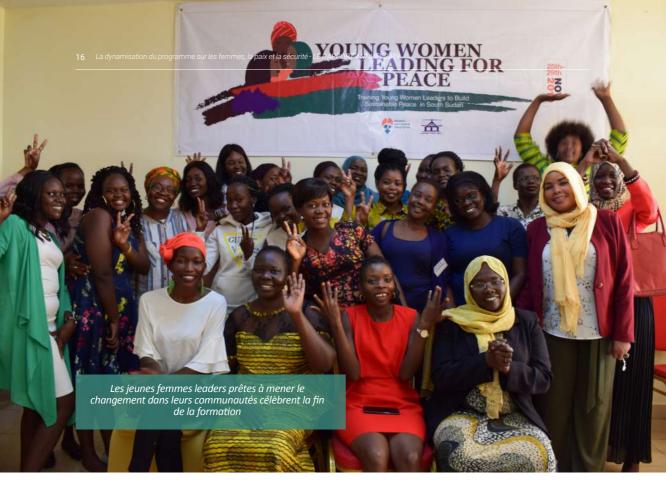


1.2.2 Les femmes à la tête du changement dans la gouvernance post-conflit

Le Centre pour la paix en partenariat avec EVE Organisation for Women in Development (EVE- l'organisation pour les femmes dans le développement) et Community Empowerment for Progressive Organisation (Autonomisation des communautés pour l'organisation progressiste (CEPO)) a organisé une formation de quatre jours sur le thème "Redynamisation de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité": vers la participation et la mise en application du plan d'action national de la résolution 1325", en octobre 2019 à Juba, au Sud-Soudan. Vingt-trois femmes dirigeantes, dont des femmes parlementaires au niveau national et régional, des ONG, des ministères de tutelle travaillant sur la résolution 1325, y ont participé. La formation a servi d'un grand réveil a l'agence des femmes leaders de s'engager et d'influencer la prise de décision et la gouvernance après conflit. Elles ont examiné et vérifié le plan d'action national (PAN) du Soudan du Sud sur la résolution 1325. Elles ont également analysé et évalué l'accord sur la résolution du conflit en République du Sud-Soudan (ARCSS). En outre, elles ont compris des questions clés en matière de plaidoyer, de mise en réseau et de rédaction de rapports pour le cadre des résultats continentaux de l'Union africaine.

La formation a servi d'un espace de discuter des intérêts communs et des stratégies de travailler avec les partis politiques. L'organisation EVE, le réseau de coordination sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres OSC ont eu l'occasion d'interagir avec les ministères concernés et d'exploiter leur action collective pour assurer la réalisation du programme de la FPS pour le Soudan du Sud.

À la suite de la formation, les participants ont soulevé des questions supplémentaires qu'elles souhaitent voir prises en compte dans le PAN des résolutions 1325 et 1820 du Soudan du Sud, telles que la protection des militants de la paix et des femmes défenseurs des droits humains et la nécessité d'intégrer dans le PAN la mise en application des traités relatifs aux droits des femmes , tels que la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et d'autres normes relatives aux droits humains. La formation a également appelé à l'augmentation du nombre des représentants des OSC au sein du comité directeur national et à la tenue d'une conférence nationale pour les femmes du Soudan du Sud en 2020. Actuellement, il n'y a qu'un seul représentant des OSC sur 24 membres du comité directeur national.



1.3 LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)



La République démocratique du Congo a une longue histoire de conflits qui ont un impact néfaste sur la gouvernance et les moyens de subsistance des citoyens, en particulier des femmes et des enfants. L'Union africaine a mené un processus d'élaboration du cadre de l'espoir - Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Depuis lors, de nombreuses parties prenantes ont joué un rôle essentiel pour assurer la réalisation de la paix durable en RDC, mais aucun résultat significatif n'ait été obtenu. La RDC a lancé son plan d'action national de deuxième génération pour faire avancer le programme sur les femmes, la paix et la sécurité, malheureusement, elle a manqué les moyens nécessaires pour diffuser le PAN dans d'autres régions en proie à la violence accrue. Les élections de 2018 ont mené de nouveaux dirigeants à différents niveaux. Toutefois, la participation des femmes à la prise de décision reste minime et inférieure aux dispositions prévues par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est dans ce cadre que le Centre pour la paix a organisé plusieurs activités pour saisir l'élan donné par le nouveau PAN afin de contribuer à une participation accrue des femmes à la prise de décision par le biais de la politique.



1.3.1 Le leadership des femmes pour la paix et la sécurité en RDC

Le Centre pour la paix, Karibu jeunesse Nouvelle (KJN) et l'Association des Femmes des Médias (AFEM) ont organisé une formation du 20 au 26 juin 2019, sur le leadership des femmes, la paix et la sécurité à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, en RDC. Vingt femmes, y compris des femmes politiques, des juristes, des enseignantes, des assistantes sociales et des femmes d'institutions religieuses ont participé à cette plateforme qui a permis de renforcer les capacités des femmes dirigeantes afin qu'elles puissent s'engager et influencer la participation accrue des femmes à la prise de décision grâce à la mise en œuvre du plan d'action national sur la résolution 1325 en RDC. Après la formation, les femmes dirigeantes ont organisé deux dialogues avec les médias pour sensibiliser les communautés à la nécessité de la participation des femmes. Plusieurs réunions pour interagir avec 50 dirigeants des partis politiques, demander la représentation des femmes et obtenir l'engagement d'augmenter le nombre de nominations de femmes aux postes de direction ont été organisées. A la suite de ces discussions, le gouverneur de Sud- Kivu a nommé deux femmes sur le cabinet de dix membres, ce qui a fait passer de 10% à 20% la représentation des femmes au sein du cabinet. Les femmes sont actuellement à la tête de deux campagnes intitulées « Rien sans les femmes » visant à mobiliser plus de femmes pour rejoindre les partis politiques et d'une autre intitulée "50% de femmes ou rien" visant à sensibiliser à une plus grande participation des femmes dans les affaires politiques.

1.3.2 Visite d'échange régionale pour les femmes leaders du Sud-Soudan et de la République démocratique du Congo

La participation significative des femmes dans les postes de leadership national, régional ou communautaire est devenue un axe important du développement mondial. L'une des principales stratégies du Centre pour la paix consiste à faciliter les visites d'échange et d'apprentissage entre des femmes dirigeantes afin de promouvoir des espaces d'apprentissage expérientiel et pratique.

À cet égard, le Centre pour la paix, en partenariat avec l'Association des femmes parlementaires ougandaises (UWOPA), a organisé une visite d'échange régionale en octobre 2019 à Kampala, en Ouganda. 15 femmes leaders de partis politiques et d'organisations de la société civile de la République démocratique du Congo (RDC) et du Soudan du sud ont participé à cette visite d'échange. Elles ont rencontré des femmes ougandaises membres de partis politiques, des femmes leaders de la société civile et elles ont également visité le Parlement ougandais et d'autres sites culturels en Ouganda. Grâce aux dialogues de motivation, elles ont réfléchi aux stratégies de croissance dans les systèmes multipartites, à la manière de construire des alliances stratégiques et au processus législatif en Ouganda. La visite d'échange a renforcé leurs capacités d'engagement politique, leur résilience et leurs stratégies pour améliorer leur capacité d'action personnelle et collective ainsi que pour accroître leur influence dans la vie politique.

1.4 Création d'un bassin international de femmes leaders dans les processus de paix

Le Centre pour la paix a établi l'institut international de leadership féministe au Népal et en Ouganda pour renforcer l'expertise techniques des femmes afin qu'elles puissent participer aux processus de construction de la paix au niveau national, régional et mondial et influencer sur la prise en compte des questions de genre. Conformément à notre stratégie de rétablissement thérapeutique, nous avons également intégré le bien-être et les soins personnels dans toutes nos formations, visant à assurer des espaces pour les femmes bâtisseuses de paix de se rajeunir et d'apprendre les nouveaux moyens de maintenir leur activisme tout en restant en bonne santé.

1.4.1 La formation sur le leadership transformateur en Asie

Dans le district de Chitwan, au Népal, 22 femmes leaders, notamment des maires adjoints et des vice-présidentes au niveau provincial ont été formées en avril 2019, en partenariat avec l'Alliance nationale des femmes défenseurs des droits humains. La formation s'est concentrée sur le leadership transformateur et l'analyse du pouvoir, la justice comme outil de transformation, le rôle des comités judiciaires dans la lutte contre la violence basée sur le genre et la promotion de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de la Convention sur l'élimination de toute les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

En appliquant les compétences acquises lors de la formation, les femmes dirigeantes ont pu assurer l'augmentation du financement des activités économiques des femmes par les gouvernements locaux. Elles ont créé la fédération de l'entreprenariat féminin ou elles ont encouragé les femmes à participer aux comités locaux et, par conséquent, le comité local des consommateurs est composé de 50% de femmes. Les femmes ont également introduit un budget pour soutenir les personnes handicapées et leur personnel soignant. Cela a été possible grâce à une meilleure affirmation de soi des femmes lors des réunions des comités.

Au cours de la réunion de suivi, les femmes dirigeantes ont également été formées à la recherche-action participative des féministes, ce qui a renforcé leurs compétences en matière de recherche et de documentation pour leur permettre de documenter leurs parcours de leadership. L'utilisation d'une perspective féministe permettrait aux femmes de reconnaître les relations de pouvoir entre les sexes ainsi que de reconnaître et de valider la fiabilité des expériences des femmes. En outre, les femmes formées se sont engagées dans l'activisme communautaire pour contester les normes sociales qui constituent à discriminer et à marginaliser les femmes.

Ambika Rupakheti, une ancienne participante a la formation a pu mobiliser et sensibiliser les veuves de sa communauté sur leurs droits en tant que femmes, grâce à une campagne intitulée "Programme Red Tika" qui a permis aux veuves de revendiquer leur droit à s'habiller en rouge (couleur du mariage), renversant ainsi une pratique traditionnellement discriminatoire à l'égard des veuves.

Je me suis rendu compte que les veuves sont victimes et opprimées par les pratiques traditionnelles et néfastes "ratto tika abhiyan" (programme red Tika) ; une pratique qui interdit aux veuves de porter des articles rouges. J'ai donc mobilisé les femmes de la communauté et les veuves en particulier. Nous nous sommes toutes habillées en rouge et nous avons défilé jusqu'à la mairie. C'était une façon de faire passer le message que ce n'est pas juste et que les veuves sont des êtres humains qui ont des droits comme tout le monde. Une femme de 85 ans qui avait été veuve depuis l'âge de 20 ans était excitée à l'idée de porter à nouveau sa tenue rouge.

1.4.2 La formation de leadership féministe en Ouganda, en Afrique

Lors de la formation de leadership féministe en Afrique, 21 jeunes femmes leaders de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud (y compris celles des camps de réfugiés en Ouganda), du Burundi et de l'Ouganda ont été formées. La formation a eu lieu en mai 2019, à Entebbe, en Ouganda. Cette formation a permis de renforcer les capacités des jeunes femmes leaders à s'engager efficacement dans les différents processus de paix dans leurs pays respectifs. Après la formation, les jeunes femmes ont pu montrer leur savoir-faire en plaidoyer auprès des acteurs pour résoudre les conflits. Par exemple, une participante de la RDC, Joséphine Maombi, en travaillant en collaboration étroite avec des femmes des autres organisations, elles ont pu négocier avec les dirigeants d'une milice; l'Union des Patriotes pour la Défense des Innocents (UPDI)/Mai-Mai Mazembe et des Forces Populaires de Paix (FPP) qui ont enfin signé un accord selon lequel ils se sont engagés à respecter les droits des femmes, à mettre fin aux viols et au recrutement d'enfants soldats dans l'Est de la RDC.



Les jeunes femmes ont également acquis des connaissances et des compétences en matière d'analyse féministe et leadership, de bien-être et des soins personnels pour les femmes artisanes de la paix. Les femmes formées ont propagé ces compétences en transmettant leurs connaissances aux jeunes femmes de leur pays. Sarah Abeja nous a fait part de son action de suivi :

J'ai mené un dialogue d'une demi-journée entre les médiatrices de base et les représentantes des femmes au niveau national. Le but de ce dialogue était de créer une relation de travail entre les femmes de base et celles du niveau national.









2.0 La mise a la disposition des femmes des informations pour leur permettre d' influencer la prise de décision dans les processus de paix

2.1 Recherche sur les processus de paix et de gouvernance en Ouganda et au Soudan du sud

Afin de résoudre le problème de manque de données actuelles et d'analyses stratégiques rapides requises pour permettre aux femmes d'influencer la prise décision sur la paix, la sécurité et la gouvernance post-conflit au Soudan du Sud, en décembre 2019, le Centre pour la paix a mené une étude pour évaluer *la mise en œuvre de l'Accord revitalise sur la résolution du conflit au Soudan du sud en mettant l'accent sur les principales dimensions liées au genre*. L'étude qui a été mène à Juba, au Soudan du sud a également examiné les opportunités, les contraintes et la mesure dans laquelle les femmes influent le processus de paix au Soudan du Sud ; et comment les efforts de plaidoyer des femmes et de jeunes femmes peuvent être appuyées de manière à créer de nouveaux espaces leur permettant d'interagir avec les principaux décideurs au niveau national, régional et international.

Dans le but de faciliter une meilleure compréhension du lien complexe entre les élections et la prévention des conflits, le Centre pour la paix a mené une étude sur *les conflits et la violence liés aux élections en Ouganda*. Cette étude avait comme cible les endroits plus susceptibles à la violence électorale, notamment les districts de Sembabule, Soroti, Arua, Rukungiri et Kampala. La méthodologie de la recherche a entrainé 22 entrevues approfondies, 366 participants aux groupes de réflexion et 80 répondants aux questionnaires d'échantillonnage aléatoire. Cela a permis d'impliquer des acteurs stratégiques dans les processus électoraux, tels que les chefs de districts, les commissaires résidents de district, les commissaires de police aux districts, les chefs comptables, les maires, les registraires électoraux de district, les responsable des femmes et des jeunes au niveau des districts et des sous-comtés, les leaders religieux et culturels, les médias, les représentants des partis politiques, la commission ougandaise des droits de l'homme et les responsables des organisations de la société civile. Les résultats de l'étude, y compris les recommandations basées sur des preuves, serviraient de faire le plaidoyer auprès des principaux acteurs et des institutions à faire participer les femmes à la lutte contre la violence électorale et à la promotion de la paix.

Le Centre pour la paix a effectué une étude de référence en Ouganda afin de renforcer la base de données probantes pour les efforts visant à garantir que les femmes dirigeantes participent aux différents processus de consolidation de la paix et qu'elles les influencent. Cela a également permis d'élaborer des stratégies visant ; à renforcer les capacités des femmes à participer efficacement aux processus de prise de décision, à représenter les préoccupations de leurs communautés et à responsabiliser leurs dirigeants de respecter leurs engagements.

2.2 Evaluation de la participation effective des femmes à la construction de la paix en Ouganda : Etude de cas des districts de Yumbe, Kotido et Adjuman

Les résultats de l'évaluation ont indiqué que la participation des femmes à la prise de décision et à la construction de la paix était la plus élevée dans le district de Kotido (44 %), suivi par le district d'Adjumani (41 %) et enfin par le district de Yumbe (40 %). La majorité (55 %) de celles qui ont indiqué qu'elles participaient aux processus décisionnels étaient des femmes des communautés d'accueil, tandis que les réfugiées ne représentaient que 45 %. 32,7 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient participé au moins à un plaidoyer pour faire avancer l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité. En ce qui concerne la participation des femmes aux postes de leadership, 44,6 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles occupaient au moins un poste de leadership dans leur communauté. Il a également été noté que dans les Conseils de bien-être des réfugiés, les femmes occupaient 52 % de tous les postes, mais leur capacité de pouvoir influencer efficacement les décisions reste un défi. Pour relever ces défis, le Centre pour la paix a organisé des sessions de développement des compétences pour les femmes dans ces districts afin qu'elles participent davantage à la prise de décision et à la construction de la paix.

2.3 Évaluation du niveau de participation effective des femmes aux processus électoraux pacifiques en Ouganda : Étude de cas des districts d'Arua, de Kassanda et de Kapelebyong

Le niveau de participation des femmes aux processus électoraux a été évalué sur la base de leur implication dans les activités préélectorales, pendant et après les élections. Ces activités comprenaient l'inscription des électeurs, l'éducation des électeurs, la désignation des candidats, la campagne, la surveillance des élections et le vote. Selon les femmes interrogées, les résultats ont révélé que les processus électoraux pacifiques signifient : l'existence de la transparence (mentionnée par 25%), l'absence de corruption (14,8%), l'absence d'intimidation ou de violence (13%) et l'absence de truquage des élections (10,5%). Bien que 88,1 % des répondants se sont avérés être des électeurs inscrits, seulement 29,6 % des répondants avaient déjà participé au processus électoral en tant que candidates. 70,4 % des répondants n'y avaient jamais participé. L'évaluation a révélé que les femmes n'occupent que 2,9 % des postes des conseils des villages (Local Council 1) dans le pays, ce qui est attribué au fait que le niveau d'éducation est faible, à la pauvreté, à la limitation de l'éducation civique et à la violence électorale. Tout cela conduit à une faible participation des femmes en tant que candidates aux élections politiques.

La participation globale des femmes aux campagnes électorales s'est avérée moyenne dans la mesure où elles avaient assisté à des rassemblements de campagne et d'autres avaient été soit mobilisatrices soit agents de campagne. Le district d'Arua a enregistré le plus grand nombre de femmes ayant voté tandis que Kapelebyong a enregistré le plus faible. Seulement 17,4 % des femmes interrogées avaient participé aux discussions avec divers fonctionnaires et bureaux responsables concernant des processus électoraux pacifiques alors que 82,6 % n'y avaient jamais participé. Seulement 12,6 % des femmes étaient impliquées dans les structures décisionnelles visant à promouvoir des élections pacifiques, telles que la commission électorale, les conseils locaux, le conseil des femmes et les dirigeants locaux au niveau des sous-comtés et des villages.

C'est sur cette base que le Centre pour la paix a organisé une série de formations sur le leadership et les processus électoraux démocratiques afin de doter les femmes des districts d'Arua, de Kasssanda et de Kapelebyong des compétences requises pour négocier des conditions favorisant des processus électoraux pacifiques et permettant à plus de femmes d'occuper des postes de leadership en Ouganda.

2.4 Développement d'un corpus de connaissances féministes

Notre 50ème édition de Magazine « Women's World » intitulée "Les femmes et les filles au cœur des solutions aux déplacements forcés en Afrique" a contribué à l'ensemble des connaissances féministes sur les expériences et les actions des femmes touchées par les déplacements forcés résultant des conflits, des troubles politiques et de l'insécurité en Afrique. Ce thème est en accord avec celui de l'Union africaine pour l'année 2019, l'Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique : Pour une solution durable aux déplacements forcés. Alors que l'Afrique marque les 50 ans de la Convention de l'OUA de 1969 qui régit les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique et les 10 ans de la Convention de l'Union africaine de 2009 pour la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), la nécessité d'accorder une plus grande attention aux femmes et aux filles touchées par les déplacements forcés et de répondre à ces derniers est incontestable.

Tentatives délibérées de réclamer des espaces pour que 3.0 les femmes puissent participer à tous les niveaux des processus de paix

3.1 L'influence et la revendication d'espaces au Soudan du sud et en RDC

La participation des femmes à la prise de décision est enracinée dans la Constitution de transition du Soudan, la politique de genre du Soudan du Sud et l'accord revitalisé sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud (RARCSS) qui comprenait une disposition de 35 % d'action positive/représentation des femmes au niveau exécutif et pour la mise en application de l'accord à tous les niveaux de prise de décision. Le Centre pour la paix, le CEPO et le Centre pour la gouvernance inclusive, la paix et la justice (CIGPJ) ont mené deux dialogues avec les femmes dans les partis politiques. La réunion a permis de réfléchir aux stratégies visant à renforcer la participation des femmes dans les instances politiques multipartites et le développement national.

En conséquence, deux communiqués ont été élaborés exhortant les partis politiques à nommer des femmes influentes dans les partis politiques afin de garantir que les 35 % de discrimination positive soient atteints et d'inciter les signataires de l'accord revitalisé à respecter leur engagement dans la mise en application de l'accord et à veiller à ce que le 35 % pour les femmes soit respecté et appliqué lors des nominations des candidats et des nominations aux postes politiques à tous les niveaux. Une conférence de presse a été organisée le 25 octobre 2019, suivie d'une émission à la radio Bakhita. Les femmes dirigeantes ont présenté leurs points de vue sur les questions abordées dans le communiqué afin d'atteindre un public plus large et d'influencer la nomination de femmes potentielles dans les partis politiques.

L'influence et la revendication de l'espace à Bukavu, à l'Est de la RDC

Le Centre pour la Paix et ses partenaires Karibu Jeunesse Nouvelle (KJN) et Association des Femmes des Médias (AFEM) ont mené un dialogue en septembre 2019 à Bukavu avec 30 participants. Cet engagement a permis de cartographier les principaux acteurs en se concentrant sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, de concevoir un cadre de rapport systématique et d'harmoniser les stratégies de mise en œuvre. Une feuille de route a été élaborée et approuvée pour guider les organisations participantes dans leurs engagements collectifs sur la résolution 1325.

Un dialogue avec les médias et les dirigeants politiques a également été mené à Bukavu pour 50 participants dont 22 des médias et 28 des partis politiques. Le dialogue a permis de sensibiliser les dirigeants sur le PAN de deuxième génération pour la RDC, d'engager les partis politiques à faire pression pour la participation des femmes et les médias à valoriser le PAN, et ensuite de sensibiliser les communautés. Les dirigeants des partis politiques se sont engagés à faire en sorte que les femmes soient prises en compte lors des prochaines élections provinciales.

3.2 Réclamation d'espaces au niveau régional

3.2.1 Échange régional sur la participation des femmes à la consolidation de la paix

Un échange régional qui a eu lieu du 31 janvier au 1er février à Addis-Abeba a été organisé pour définir un programme inclusif pour la défense de la paix par les femmes du Burundi avec le soutien des femmes bâtisseuses de paix de la région. 3 femmes leaders de South Sudan Women's Peace Coalition (la Coalition des femmes pour la paix du Soudan du Sud), 2 femmes leaders de Uganda Women's Peace Coalition (la Coalition des femmes ougandaises pour la paix) et Kenya Women United for Peace (les Femmes kenyanes unies pour la paix) ont rejoint 16 membres du Mouvement des femmes et filles pour la paix à la sécurité (MFFPS) habitant au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et en Belgique. L'expérience de la création de mouvements et de la défense des droits des autres mouvements féminins régionaux pour la paix a été partagée, y compris leurs défis, leurs succès, les leçons apprises et les principales stratégies d'impact. Cette présentation a été suivie d'une réflexion sur l'expérience des femmes burundaises, le contexte actuel, une discussion sur ce qui est requis pour avancer ainsi qu'un nouveau programme de plaidoyer plus spécifique. L'échange régional a également permis de définir un plan, avec un seul objectif (basé sur la nécessité de reprendre le dialogue inter-burundais), de redéfinir les courtiers de pouvoir plus stratégiques à cibler et le besoin d'un engagement plus constructif avec les bâtisseuses de paix et les mouvements régionaux de femmes. Grâce à cet échange régional, les membres du MFFPS du Burundi, de la région et de la diaspora ont pu s'entendre sur un programme de plaidoyer unique, le message clé, ainsi que les prochaines étapes pour le mettre en œuvre et mobiliser le soutien des partenaires.



3.2.2 Formation régionale en matière de plaidoyer pour les jeunes femmes à l'Union

Afin de renforcer la capacité des jeunes femmes à mener des actions de plaidoyer au niveau régional et à influencer les décideurs politiques et les processus décisionnels de l'Union africaine (UA), trois jeunes femmes dont deux Burundaises et une Ougandaise ont reçu du soutien pour pouvoir participer à une formation sur le plaidoyer juste avant le GIMAC qui a eu lieu le 2 février 2019 à Addis-Abeba. Les sessions ont permis d'améliorer leur compréhension du plaidoyer à l'UA en pratique, à la CUA et aux organes de l'UA, des principales opportunités de plaidoyer régional et des événements pertinents. Les jeunes femmes ont également pu discuter le thème de l'UA et des projets de recommandations qui ont été présentés pendant le GIMAC et pour inclusion dans le document final du GIMAC. Le Centre pour la paix, en tant que responsable thématique de la paix et de la sécurité au sein du comité directeur du GIMAC a coorganisé le GIMAC 33 et a profité de l'occasion pour s'assurer que les jeunes femmes et les femmes de la base étaient représentées à chaque table ronde, offrant ainsi une plate-forme aux jeunes femmes de se faire entendre et de s'engager réellement dans le dialogue politique.

3.2.3 La 33ème réunion consultative de la société civile précédant le sommet sur l'intégration du genre dans l'Union africaine

Le Centre pour la Paix a organisé la 33ème réunion consultative de la société civile sur l'intégration du genre dans l'Union Africaine (GIMAC), qui avait pour thème « Vers des solutions durables au déplacement forcé intégrant la notion de genre », qui a eu lieu du 3 au 4 février 2019 à Addis-Abeba. Nos partenaires au Burundi, au Soudan du Sud, en RDC et en Ouganda ont été consultés afin d'identifier les questions clés à amplifier ou à défendre lors de la GIMAC sur la base du travail et des preuves de ces organisations ou ces réseaux. Les représentants du CEPO (Soudan du Sud) et du MFFPS (Burundi) ont pris la parole lors de la réunion et ont souligné le rôle important que joue les femmes dans la protection des sites civils et des camps de personnes déplacées au Soudan du Sud ainsi que la nécessité d'inclure les femmes déplacées dans les processus de consolidation de la paix. Ces questions ont été discutées et prises en compte dans les recommandations finales du GIMAC qui préconisent de soutenir les femmes déplacées pour qu'elles occupent des postes de leadership dans les processus décisionnels des camps de personnes déplacées et de réfugiés. Le document final a également réclamé la participation des femmes au dialogue inter-burundais et le besoin de le relancer. La Direction Femmes, Genre et Développement de l'UA a reçu ces recommandations pour alimenter les processus menant au sommet des chefs d'État de l'UA.

3.2.4 Le premier engagement stratégique du GIMAC avec l'UA, les CER et les partenaires sur le thème du sommet de l'UA de l'année

Le Centre pour la Paix, en tant que responsable thématique de la paix et de la sécurité du Comité directeur du GIMAC, a organisé le premier engagement stratégique du GIMAC avec l'UA, les CER et les partenaires en vue de garantir que les solutions aux déplacements forcés intégrant la dimension de genre soient appliquées. Cette réunion a eu lieu du 29 au 30 juin 2019, à Niamey, au Niger. En plus de définir des stratégies pour la coordination et la mise en œuvre efficaces des déclarations de l'UA au niveau des CER et des États membres/nationaux, la réunion s'est concentrée sur la définition de mesures concrètes et de points d'action pour assurer la mise en œuvre régionale et nationale des recommandations précédentes du GIMAC. Cette réunion a permis à deux représentantes du MFFPS (partenaires du Centre pour la Paix) de lancer un appel à l'action invitant la Communauté de l'Afrique de l'Est, les partenaires régionaux et l'UA à repenser leur action concernant le dialogue intra-burundais, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la résolution de la crise politique. En réponse, l'envoyé spécial du président de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité s'est engagée de soutenir une rencontre entre les femmes du Burundi et les femmes burundaises déplacées sur la question de la consolidation collective de la paix durable par les femmes.

3.2.5 La première réunion consultative du Forum sur les femmes, la paix et la sécurité

Le Centre pour la Paix en collaboration avec le bureau de l'envoyé spécial de la CUA pour les femmes, la paix et la sécurité, et travaillant en partenariat avec le gouvernement du Burkina Faso et la Norvège a pu organiser la première réunion consultative des forums consacrés aux femmes, à la paix et à la sécurité. La réunion, qui avait pour thème "Renforcer le rôle des femmes, de la paix et de la sécurité au niveau régional pour éliminer les armes à feu en Afrique par la mise en œuvre du programme "Les femmes, la paix et la sécurité " a eu lieu à Ouagadougou

du 29 au 30 mai 2019. Elle a rassemblé les principaux acteurs de la CUA œuvrant dans le domaine de paix et de sécurité, la direction Femmes, Genre et Développement de la CUA, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Union du fleuve Mano, le Réseau des femmes pour la paix de l'IGAD, la Plateforme des femmes du G5 au Sahel et certaines organisations régionales de FPS. Les anciennes participantes ont la formation de leadership féministe (2 jeunes femmes du Soudan du Sud et du Burundi, 1 femme de la RDC) qui ont été sélectionnées pour représenter les priorités de leurs camarades de stage en matière de femmes, paix et sécurité ont représenté la cohorte 2019 pour mettre en évidence la nécessité d'assurer en permanence l'inclusion des jeunes femmes et leurs besoins et préoccupations dans les discussions sur la FPS en Afrique. Les conclusions de la réunion ont reflété leurs recommandations, y compris l'engagement à mobiliser et à déployer des médiatrices a la base, pour que la CUA renforce le réseautage entre les forums, élargisse leur partenariat et soutienne l'inclusion de centres d'excellence pour les femmes afin de faire avancer le programme de la FPS.

3.2.6 La Conférence régionale africaine sur la localisation de l'aide humanitaire

Bien que les groupes de femmes locaux et nationaux et les organisations dirigées par des femmes soient souvent les mieux placés pour assurer une réponse humanitaire efficace et durable ou un redressement et une résilience après une crise ou un conflit, ils sont toujours laissés à l'écart des processus décisionnels qui déterminent et orientent le programme. Le Centre de Paix a amplifié les voix des groupes et des organisations locales de femmes et des femmes touchées par les conflits dans les processus à l'échelle mondiale qui a conduit au Grand Pacte et aux processus nationaux qui ont suivi. Malgré les engagements pris pour accroître les partenariats de qualité et le financement durable des organisations locales et nationales dirigées par les femmes, et engagées dans l'action humanitaire, les réalités en Ouganda et au Soudan du Sud n'en sont pas le reflet.

Par conséquent, afin d'assurer une révolution de la localisation et de la participation tenant compte de la perspective de genre, en date du 12 et 13 juillet, le Centre pour la paix s'est rejoint à des organisations dirigées par des femmes et des organisations défenseurs des droits de la femme travaillant dans des contextes humanitaires sur tout le continent pour discuter la manière d'influencer les résultats de la conférence régionale africaine par le volet "localisation". La consultation convoquée par le groupe "Grand Bargain Friends of Gender" et ONU Femmes a généré des



recommandations et des demandes communes dans les domaines du renforcement des capacités, de la coordination. du financement, du partenariat et de la promotion du leadership des femmes. Celles-ci ont alimenté les discussions et les résultats des sessions des groupes de travail thématiques de la Conférence régionale africaine sur la localisation de l'aide humanitaire qui a eu lieu du 15 et au juillet 2019. Le document final reflétant les questions prioritaires de la conférence comprenait les recommandations spécifiques au genre et le communiqué de presse conjoint de la Commission de l'Union africaine, du gouvernement suisse et de la FICR a mis en évidence la nécessité de soutenir davantage les organisations dirigées par des femmes.

3.2.7 Réunion sur le leadership des femmes dans la construction de la paix dans la région des Grands Lacs en Afrique

Le Centre pour la Paix, en partenariat avec le Fonds mondial pour les femmes a réuni 40 femmes défenseurs des droits humains et des organisations du Burundi, de la RCA, de la RDC, du Rwanda, du Soudan du Sud et de l'Ouganda œuvrant à la construction de la paix, à la mise a fin des violences sexuelles et sexistes et à la lutte contre l'impact néfaste de l'exploitation minière sur la paix et les droits des femmes en date du 12 au 14 novembre 2019. La réunion a facilité l'engagement des femmes leaders avec le Centre régional de formation de la CIRGL, le Réseau panafricain des femmes médiatrices de l'Union africaine (FemWise Africa) et le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations unies pour les Grands Lacs sur des questions spécifiques de plaidoyer. Les femmes bâtisseuses de paix ont évalué les progrès et les lacunes dans la promotion de l'agenda des femmes, de la paix et de la sécurité dans la région. Elles ont également partagé les bonnes pratiques et les leçons apprises. Enfin, elles ont défini une vision commune créative et un agenda pour la construction de la paix féministe ainsi qu'une action collective de la région. Une conférence de presse a ensuite été organisée pour diffuser les messages clés des femmes bâtisseuses de la paix et pour faire l'appel à l'action.

3.2.8 Consultation à haut niveau des ministres du genre et de la justice de la CIRGL sur la mise en œuvre de la déclaration de Kampala

Le Centre de Paix a participé à la Consultation de Haut Niveau des Ministres du Genre et de la Justice de la CIRGL sur la mise en œuvre de la déclaration de Kampala et du communiqué de Kinshasa. La réunion a évalué et identifié les actions clés et a adopté le rapport sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la déclaration de Kampala sur la violence sexuelle et sexiste, en date du 27 novembre 2019, à Brazzaville. En plus de contribuer aux discussions sur les stratégies pour intensifier la lutte contre les VSBG liées aux conflits dans la région des Grands Lacs, le Centre de Paix a servi de ressource technique et a ainsi documenté les débats et les résultats de la réunion dans le but d'alimenter la feuille de route portant la domestication des protocoles de la CIRGL; les réponses judiciaires et sécuritaires; le modèle holistique de prestation de services ; ainsi que le suivi et l'évaluation de la déclaration de Kampala. La consultation de haut niveau a fait suite à une réunion d'experts, qui a eu lieu du 24 au 26 novembre et à laquelle ont participé le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la violence sexuelle et sexiste dans les conflits, le bureau de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, le représentant du président de la CUA pour les Grands Lacs et le Burundi, des représentants des partenaires de développement et des réseaux de la société civile.

3.2.9 La réunion de réflexion de la Coalition des femmes du Soudan du Sud pour la paix

En date du 13 et 14 décembre 2019, le Centre de Paix s'est joint aux membres du SSWCP pour passer en revue des activités de la coalition, évaluer la participation des membres aux différents mécanismes de consolidation de la paix et d'identifier les domaines d'intérêt pour la prolongation de 100 jours de la formation du gouvernement national. La réunion a permis de réfléchir à la participation des membres de la coalition de femmes à la mise en œuvre du R-ARCSS, en formant un groupe central/équipe d'intervention d'urgence pour combler les lacunes en matière de plaidoyer et d'engagement durable. Le Centre pour la Paix s'y est rejoint pour fournir un soutien technique à la participation significative des femmes. La réunion a également permis de définir un plan de plaidoyer pour les deux mois suivants prévoyant de diverses réunions de lobbying et une réunion d'examen plus large pour évaluer l'état des lieux ou les progrès avant la fin des 100 jours.

3.3 Le plaidoyer mondial

3.3.1 La 63ème session de la Commission des Nations Unies sur le statut des femmes

Le Centre pour la Paix a participé à **la réunion d'experts africains pré-CSW63** du 3 au 6 février 2019 au Caire, en Égypte. A cet effet, le Centre pour la Paix a pu travailler avec d'autres OSC régionales pour contribuer à influencer la position africaine commune sur le thème prioritaire, et à se mettre d'accord sur un plan de plaidoyer éclairé par les messages clés définis au Caire.

Le Centre pour la Paix a soumis **une déclaration écrite** à la Commission des Nations unies sur le statut des femmes, intitulée " Le soulagement des traumatismes comme condition préalable à l'amélioration de l'efficacité des régimes de protection sociale pour les femmes et les filles dans les contextes post-conflit ". La position et les recommandations formulées dans la déclaration écrite à la Commission sur le Statut des femmes ont été replacées dans le contexte du cas de l'Ouganda et publiées dans le 4e numéro spécial de mars 2019 du bulletin de la Plateforme humanitaire pour les acteurs humanitaires locaux et nationaux en Ouganda.

Afin d'accroître la sensibilisation et de guider les actions basées sur les connaissances générées par les recherches et les efforts du Centre pour la Paix dans les communautés, ainsi que sur les preuves fournies par les partenaires et les autres organisations de défense des droits des femmes, le Centre pour la Paix a organisé un événement parallèle en marge de la CSW 63 (le 15 mars 2019 à New York) axé sur la paix féministe et la protection sociale des femmes touchées par le conflit. La discussion a porté sur les conclusions de l'étude menée par le Centre pour la Paix et les universités de Tilburg, de Makerere et de Mbarara sur le rapport coût-bénéfice des programmes de protection sociale tels que les programmes de transfert d'argent et les services post-traumatiques pour l'autonomisation des femmes dans le nord de l'Ouganda après le conflit. Les conclusions étaient basées sur les réalités au Liberia après conflit, après la crise d'Ebola (partagé par "My Voice My Safety"/Ministère du Genre, Liberia) et sur les réalités au Népal relatives aux défis des droits des femmes et à la construction de la paix en l'absence de connaissances sur la centralité de l'aide holistique aux traumatismes (étude mené par NAWHRD Népal) avec des réflexions finales de Cordaid. Cela a permis de débattre sur ce que doit être fait pour s'assurer que les institutions gouvernementales nationales et les partenaires financiers mènent des programmes de protection sociale qui font progresser la paix féministe, sur la nécessité des efforts pour faire face au rétrécissement de l'espace civique et sur son impact sur le mouvement des femmes, entre autres.

En outre, le Centre pour la Paix travaillant en collaboration avec "Femmes Africa Solidarité," Action Aid et le Bureau de l'envoyé spécial pour les femmes, la paix et la sécurité a organisé un événement conjoint sur l'amélioration des résultats de la protection sociale des femmes touchées par les conflits et des femmes de la base, accueilli par la Mission permanente de l'UA auprès des Nations unies en date du 15 mars 2019, à New York. Cela a renforcé la portée de nos messages clés, notre accès aux acteurs cibles et l'échange de connaissances entre les praticiens. Cela a également permis aux représentants des États membres (ministres de la RDC, du Zimbabwe, du Nigeria, du Niger et du Liberia), à la CUA et à la société civile de s'engager sur nos recommandations spécifiques. Nous avons contribué aux débats du #CSW63, et nous avons obtenu 50.500 impressions sur twitter.

3.3.2 Examen des progrès de la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing pour l'autonomisation des femmes en Ouganda

Le Centre pour la Paix a contribué au rapport national de l'Ouganda sur l'examen des progrès de la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing pour l'autonomisation des femmes (rapport +25) dans le domaine de la paix et des sociétés inclusives. Ce rapport a mis en évidence les contributions des actions menées par les femmes et les organisations de femmes et l'intérêt de les inclure dans toutes les mesures et tous les processus visant à établir la paix durable et des sociétés inclusives. En outre, une recommandation spéciale a été faite pour donner la priorité aux efforts visant à renforcer la participation des femmes dans la prévention des conflits (comme la prévention de l'extrémisme violent), et à augmenter le financement des besoins prioritaires des femmes réfugiées comme le soutien psychosocial.

3.3.3 Lancement de la campagne #IMatter

La directrice exécutive du Centre pour la Paix a fait une allocution d'ouverture lors du lancement de la campagne #IMatter qui a eu lieu le 28 octobre. La campagne menée par Oxfam pour célébrer le travail des femmes et des filles travaillant dans les situations de crise a été conçue et mise en œuvre avec la participation du WIPC. Cette campagne reconnaît également l'universalité des expériences et des luttes des femmes et réaffirme ainsi la nécessité de reconnaître le travail des femmes défenseurs des droits humains et des OSC. "IMatter" est un mouvement de solidarité qui amplifie la voix des femmes et des filles dans les contextes de conflit et de post-conflit. Il soutient également les organisations dirigées par des femmes pour remettre en question le pouvoir et exiger que les femmes soient des leaders dans leurs communautés ; et contester les politiques et les pratiques qui empêchent les femmes à diriger.

3.3.4 Le débat ouvert du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité

Le Centre pour la Paix a participé au débat **ouvert du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité**, en plus des discussions pertinentes organisées en marge de ce débat en octobre 2019. Cela comprenait le Forum multipartite 2019 sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS) organisé par le gouvernement suédois, l'ONU-Femmes et le groupe de travail des ONG sur la FPS. Le Forum a présenté une plate-forme pour les organisations de la société civile de discuter les mécanismes de faire avancer le programme FPS dans quatre domaines prioritaires, notamment la participation des femmes dans tous les aspects de la construction de la paix, l'investissement dans la prévention des conflits, la reconnaissance du rôle important des femmes défenseurs des droits humains et la création d'un environnement favorable à la société civile et aux femmes défenseurs des droits humains, et enfin la promotion des droits humains des femmes et de l'égalité des sexes. Le Centre pour la Paix a également contribué aux discussions qui ont eu lieu lors de la session convoquée par la République d'Afrique du Sud et l'envoyé spécial de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité et ONU-Femmes sur le thème "Vingt ans d'agenda pour les femmes, la paix et la sécurité": Œuvrant sur la mise en œuvre". Le débat a mis en évidence les contributions des femmes leaders et des organisations dirigées par des femmes.

4.0 Promotion du bien-être holistique des femmes dans les processus de paix

4.1 La formation de leadership féministe et bien-être

Au début du nouveau plan stratégique, le Centre pour la Paix a délibérément tenté de considérer les soins personnels et le bien-être comme un outil politique pour assurer la survie du mouvement féministe ainsi que notre bien-être individuel. Cependant, l'héritage patriarcal qui rend les femmes des "dispensatrices de soins pour le monde" crée des contradictions dans l'équilibre entre la demande de soins pour les autres et la demande de soins pour soi-même. C'est dans ce cadre que le Centre pour la Paix a intégré le bien-être et les soins personnels dans le programme de la formation de leadership féministe qui a formé 28 jeunes femmes. De plus, lors de la visite d'échange de 20 femmes de RDC, du Sud-Soudan et d'Ouganda en Ouganda, la même thématique a été traitée. Les principaux domaines abordés au cours des sessions étaient les suivants : la santé personnelle, y compris une alimentation saine, l'exercice physique, comment éviter le stress, la nécessité de boire beaucoup d'eau, se désintoxiquer, se reposer et se détendre ainsi que la création de temps et de réseaux sociaux, et le fait que les amis ont besoin de pouvoir s'appuyer sur une épaule.

Après la formation, Sarah Jackson Abeja, une ancienne participante du Soudan du Sud a organisé une émission de radio sur les soins personnels sur Eye Radio. Elle a également mobilisé 15 femmes défenseurs des droits humains, et ensemble, elles ont réfléchi au bien-être et à la prise en charge de soi. Elle a ensuite créé un groupe WhatsApp appelé "Care for Caregivers" (les soins pour les personnes soignantes) comme plateforme pour partager les réalisations, les défis et les mécanismes d'adaptation des défenseuses des droits humains.

4.2 Camp d'action pour les filles

Afin de promouvoir l'estime de soi et le leadership chez les filles, le Centre pour la Paix a formé 128 écolières (âgées de 10 à 16 ans) de l'école primaire d'Otubet. La formation a porté sur la vie positive, le leadership, les droits de santé

sexuelle et reproductive, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination et la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables. Les filles ont pu identifier leurs rêves et se fixer des objectifs personnels. Un dialogue de sensibilisation sur le VIH et le sida a également été organisé pendant l'assemblée scolaire pour plus de 800 élèves.

Formation sur le leadership féministe et le bien-être 4.3

Le Centre pour la Paix a cherché à renforcer les diverses voix au sein du mouvement des droits des femmes, à créer des espaces sûrs pour un dialogue féministe intersectionnel et à renforcer les efforts de plaidoyer des organisations de femmes. A cet effet, 104 femmes/étudiantes leaders (des organisations partenaires MEMPROW, FARUG, NUWODU, NAWOU et FOWODE) ; des étudiantes leaders et des femmes leaders de Lira, de Kampala et de Gulu ont assisté à la formation de leadership féministe et de bien-être. Cela a permis aux femmes leaders de se détendre et de réfléchir sur elles-mêmes pour la première fois, de partager en toute liberté les défis rencontrés et les avantages de se mettre en avant. Les participantes se sont exprimées de point de vue honnête et expérimental de compréhension de soi et des autres et non pas de point de vue idéaliste, souvent teinté de préjugés non reconnus.

4.4 L'exploitation de notre pouvoir avec l'âme : un programme d'études sur mesure pour le leadership transformationnel et le bien-être

En tant qu'organisation féministe engagée dans l'intégration intentionnelle du bien-être dans les méthodes et pratiques d'organisation du leadership transformationnel, le Centre pour la Paix a élaboré un manuel de formation, « Harnessing Our Power with Soul: Bespoke curriculum for Transformational Leadership and Wellness ». Le programme de formation sur mesure contient des activités pratiques pour répondre aux besoins de divers groupes. Il propose également une série d'outils et de techniques qui peuvent être utilisés pour aider les formatrices et les participantes à créer collectivement un espace qui encourage chacune à se montrer tel qu'elle est. Il présente le type de bravoure qu'il faut pour s'engager honnêtement et librement avec un groupe et dans lequel chaque individu est apprécié et respecté.

4.5 Le Forum féministe ougandais

Le Centre pour la Paix a coorganisé la 8ème convocation du Forum féministe ougandais #UFF2019 sur le thème "Faire taire nos peurs et craindre notre silence" du 30 juillet au 1er août 2019. Le forum a été l'occasion de célébrer le courage des sœurs qui ont risqué leur vie et d'examiner notre complicité, involontaire ou non, dans le maintien du silence alors que nos voix auraient pu faire une différence. Le forum a accueilli 110 femmes qui s'identifient à différents groupes, dont 15 lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ), 3 femmes handicapées, 15 travailleuses du sexe, ainsi que des sœurs du Rwanda, d'Afrique du Sud, du Malawi et du Zimbabwe. Toutes ces femmes, jeunes et moins jeunes, ont toutes participé à des séries de discussions qui nous ont permis de réfléchir, de nous réconforter et de nous tenir comme des sœurs du mouvement. Dans l'espace, nous avons cité et affronté nos peurs, et avons travaillé individuellement et collectivement à les démanteler.

Je suis très heureuse d'avoir tant appris dans ce forum. J'avais l'habitude d'assister aux réunions avec d'autres personnes handicapées, mais cette fois-ci, c'était un cas différent. J'avais entendu dire qu'il y aurait différents groupes de personnes et j'ai eu peur. Pendant les présentations, j'ai failli sortir de la salle en courant parce que j'ai entendu des gens se présenter comme des sorcières, des lesbiennes et des travailleuses du sexe et pourtant j'avais une attitude négative envers ces personnes. J'ai interagi avec elles et j'ai beaucoup appris. J'ai changé mon attitude envers elles. Je sais que je ne ferai pas de discrimination contre une telle personne.

Nalwoga Berna

Union nationale des femmes handicapées d'Ouganda (NUWODU)









Amplification de la voix des femmes sur les 5.0 médias sociaux



FACEBOOK



Le gens ont atteint



Les adeptes de la page ont gagné



Vue de la page



nouveaux likes de page



TWITTER



#FeministFriday

Nous avons utilisé #FeministFriday pour partager des citations inspirantes et des conseils des soins personnels de féministes africaines en accord avec nos principes féministes et avons

30,465 **Impressions**

#WomanIcon

Douze #WomanIcon ont célébré et ont reconnu le travail que les femmes font pour promouvoir l'égalité des sexes et élever les jeunes femmes;

Impressions sur twitter

22.64/ **Impressions** sur Facebook

#WorldHumanitarianDay

Lors de la #WorldHumanitarianDay, nous avons reconnu la valeur des acteurs locaux et nationaux des droits de la femme dans l'action humanitaire, en jetant des ponts entre le développement, l'humanitaire et la paix et la sécurité. Le Centre pour la Paix a enregistré une vidéo d'une minute pour contribuer aux messages vidéo de "Charter4Change" pour la Journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrant le rôle et mettant en lumière les défis rencontrés par les femmes locales dans l'action humanitaire. Sur Twitter, la vidéo a touché 2,247 personnes avec 170 vues et 64 engagements. Sur Facebook, la vidéo a touché 492 personnes avec 46 vues et sur YouTube, elle a été visionnée 20 fois.

#UFF2019

Nous avons partagé l'expérience #UFF2019 sur Twitter et avons reçu 73 retweets, 94 likes et 390 engagements et 10,977 impressions tandis que sur Facebook, 1,069 personnes ont été touchées.

#MzansiForSouthSudan

Nous avons rejoint les organisations de défense des droits des femmes d'Afrique du Sud et du Soudan du Sud dans le cadre de la campagne #MzansiForSouthSudan menée par "Crisis Action" pour faire un appel aux gouvernements d'utiliser leur pouvoir pour redynamiser les efforts de paix au Soudan du Sud et de promouvoir la justice et la responsabilité pour les femmes du Soudan du Sud. Sur Twitter, 8 tweets ont été partagés, ce qui a permis d'obtenir 61,725 impressions, 149 retweets, 228 messages similaires et 868 engagements, tandis que sur Facebook, 5 messages ont été partagés, ce qui a permis de toucher près de 3,666 personnes, 224 engagements et 10 partages.

#EndRapeInWar

Nous avons contribué à #EndRapeInWar lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, #StopGBVatWork mené par FEMNET pour demander aux gouvernements d'adopter une convention forte et inclusive sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, et #RefugeeDay en solidarité avec les femmes réfugiées.

6.0 Le Centre pour la paix est une institution structurée et en amélioration constante qui obtient ses résultats stratégiques, tout en assurant un milieu de travail sain

6.1 Nouveau nom, nouveau plan stratégique

Le 26 juin 2019, nous avons officiellement lancé notre nouveau nom, "Women's International Peace Centre," ainsi que le nouveau plan stratégique pour la période 2019-2022, lors d'une conférence à Kampala à laquelle ont participé les partenaires, les médias et les anciens employées et le personnel actuel du Centre de paix. Présents lors du lancement a été la présidente du conseil d'administration ainsi que les directrices exécutives du réseau des femmes ougandaises, de l'Institut pour la transformation sociale et les Femmes militantes pour la paix de Teso, qui est également une ancienne participante a la Formation de leadership d'Isis-WICCE. La campagne de réseaux sociaux #WIPCLaunch a touché près de 407 562 utilisateurs individuels en ligne et a été vue par 1 128 863 utilisateurs de twitter. Les messages postés sur Facebook ont touché près de 5 216 personnes.

6.2 Notre équipe

Le Women's International Peace Centre (Centre international des femmes pour la paix) compte sur un personnel de 21 employées dont 19 femmes et 2 hommes. Le Centre pour la Paix est doté d'un conseil d'administration international qui est le seul fiduciaire de l'organisation. Il est responsable des questions politiques et fiscales de l'organisation, notamment de l'approbation des budgets, des comptes vérifiés et du suivi des performances de l'organisation. Le conseil d'administration nomme et surveille également la directrice exécutive, en plus de participer au recrutement du personnel a des postes de haut niveau.

Notre équipe est dirigée par une directrice exécutive qui assure la direction générale, la gestion et le soutien de l'équipe. Elle travaille avec l'équipe de direction pour réaliser la mission et la vision de l'organisation en assurant la mise en œuvre du plan stratégique. La directrice exécutive adjointe et la responsable des programmes appuient le bureau de la directrice exécutive et dirige les coordinatrices de programme dans l'opérationnalisation du plan stratégique. 2 responsables financiers et administratifs sont chargés de diriger la planification financière, de soutenir le processus de budgétisation, l'application et la mise à jour des politiques et procédures financières, les contrôles financiers, les contrôles budgétaires, l'audit et le rapport financier. L'équipe de gestion est composée de la directrice exécutive, de la directrice exécutive adjointe et la responsable des programmes et de la responsable des finances et de l'administration.

La mise en œuvre des programmes de l'organisation est dirigée par trois responsables de programme sous la supervision de la directrice exécutive adjointe/ de la responsable de programmes, y compris la responsable du programme d'échange (axé sur le renforcement des capacités de leadership et le développement du mouvement), la responsable de la recherche et du suivi et la coordinatrice chargée du plaidoyer et de la communication. 3 coordinatrices de projet sont chargées de mettre en œuvre des projets spécifiques avec le soutien de 3 responsables opérationnels. Nous avons également une assistante de projet qui représente l'organisation au Soudan du Sud et, est chargée de la mise en œuvre des activités de projet spécifiques au Soudan du Sud. Une responsable de la communication s'occupe de toute communication externe de l'organisation.

L'équipe administrative supervisée par les responsables des finances et de l'administration comprend une assistante financière, une assistante administrative, un chauffeur, un agent de sécurité et une assistante de bureau. L'organisation reçoit au maximum 4 stagiaires ou volontaire à la fois, par alternance, pour aider à la mise en œuvre des projets.

Le cadre de suivi et d'évaluation 6.3

Pour assurer efficacement le suivi et l'évaluation du plan stratégique, le Centre pour la Paix a élaboré un cadre de suivi et d'évaluation en conformité avec les résultats stratégiques souhaités. Il décrit les indicateurs qui sont utilisés pour évaluer si les programmes mis en œuvre ont été un succès ou pas. Le cadre a été un outil efficace pour améliorer la qualité de la planification et de la gestion des projets, ce qui a aidé les responsables des projets ou les responsables chargées de la mise œuvre des projets à comprendre si les projets avancent comme prévu et à s'assurer que les apports, les activités et les résultats des projets se déroulent comme prévu. En conséquence, le Centre pour la Paix a pu réaliser les résultats attendus dans un délai limité et avec des ressources minimales. Cela a permis de soutenir notre niveau de responsabilité envers nos partenaires et les communautés que nous soutenons.

6.4 Les séances de formation du personnel

Les séances d'apprentissage et de partage avec nos principales parties prenantes et nos partenaires nous ont permis de structurer et de renforcer nos approches d'intervention tout au cours de l'année 2019. Les enseignements tirés d'un projet ont servi de solutions possibles aux problèmes qui se posaient dans d'autres projets mis en œuvre.

7.0 Nos revenus et dépenses



Certified Public Accountants 3rd Floor, Rwenzori Courts Plot 2 & 4A, Nakasero Road P O Box 3509 Reg No. AF0026

Tel +256 312 170 080/1 Fax +256 414 340 318 Email info@kpmg.co.ug Internet www.kpmg.com/eastafrica

Independent auditors' report

TO THE MEMBERS OF WOMEN'S INTERNATIONAL PEACE CENTRE (THE PEACE CENTRE)

Report on the Audit of the Financial Statements

We have audited the financial statements of Women's International Peace Centre, ("the Company), which comprise the statement of fund balance as at 31 December 2019, and the statements of income and expenditure, accumulated fund and cash flows for the year then ended, and notes compromising of significant accounting policies and other explanatory information set out on pages 14 to 28.

In our opinion, the financial statements of The Peace Centre are prepared in all material respects, in accordance with the accounting policies as set out in note 1.1.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' Responsibilities for the Audit of the financial statements section of our report. We are independent of the company in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' Code of Ethics for Professional Accountants (IESBA Code) together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Uganda, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Information

The Directors are responsible for the other information. The other information comprises the information included in the company information, report of directors', the statement of directors' responsibilities and unaudited project information but does not include the financial statements and our auditors' report thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Emphasis of matter- Basis of Accounting and Restriction on Use and Distribution

We draw attention to note 1.1 to the financial statements which describes the basis of accounting. The financial statements are prepared to assist The Peace Centre in complying with its financial reporting guidelines. As a result, the financial statements may not be suitable for another purpose. Our report is intended solely for THE PEACE CENTRE and should not be distributed to or used by parties other than The Peace Centre. Our opinion is not modified in respect to this matter

Responsibilities of Directors for the financial statements

The Directors are responsible for the preparation of financial statements that present in all material aspects the affairs of the organisation in accordance with the accounting policies set out in note 1.1, and for such internal control as the directors determine is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.



Independent auditors' report

TO THE MEMBERS OF WOMEN'S INTERNATIONAL PEACE CENTRE (THE PEACE CENTRE) (Continued)

Report on the Audit of the Financial Statements (Continued)

In preparing the financial statements, the Directors are responsible for assessing the organisation's ability to continue as a going concern disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the directors either intend to liquidate the organisation or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so. Directors are responsible for overseeing the Organisation's financial reporting process.

Auditors' Responsibilities for the Audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are
 appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of
 the company's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the directors.
- Conclude on the appropriateness of directors' use of the going concern basis of accounting and based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the organization to cease to continue as a going concern.

We communicate with the Directors regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

The engagement partner on the audit resulting in this independent auditors' report is CPA Asad Lukwago - P0365.

Certified Public Accountants 3rd Floor, Rwenzori Courts Plot 2 & 4A, Nakasero Road

P.O. Box 3509 Kampala, Uganda

Date 09 No Veruber 2020

STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

	Notes	2019 Actual USD	2019 Budget - USD	2018 Actual USD
Income				
Balance as at 1st January		19,314	-	71,138
Grant income	2	1,156,518	1,525,289	627,683
Other income	3	947	-	5,901
Total income		1,176,779	1,525,289	704,722
Expenditure				
Exchange Programme	4	(349,594)	(435,964)	(91,221)
Research, Monitoring and Evaluation	5	(207,385)	(312,513)	(32,305)
Information, Communication and Advocacy	6	(117,677)	(264,764)	(132,604)
Programme Development	7	(396,788)	(512,047)	(429,278)
Total expenditure		(1,071,444)	(1,525,289)	(685,408)
Surplus for the year		105,335		19,314

STATEMENT OF FUND BALANCE AS AT 31 DECEMBER 2019

	Notes	2019 USD	2018 USD
Non-current assets			
Property and equipment	8	83,880	83,734
Current assets			
Receivables	9	29,555	29,931
Cash and bank balances	10	394,311	304,174
Investments in Fixed Deposits	11	-	3,499
Total current assets		423,866	337,604
Total assets		507,746	421,338
Funds and liabilities			
Capital fund		83,880	83,734
Sustainability fund		105,335	19,314
Accumulated fund		189,215	103,048
Current liabilities			
Payables	12	318,531	318,290
Total current liabilities		318,531	318,290
Total funds and liabilities		507,746	421,338

The financial statements on pages 13 to 27 were approved and authorised for issue by the board of directors on 14 Colombia 2020 and were signed on its behalf by:

Board president

Board Secretary

Executive Director

STATEMENT OF CHANGES IN ACCUMULATED FUND FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

	Capital Fund USD	Sustainability Fund USD	Total USD
As at I January 2018	86,267	71,138	157,405
Surplus for the year	-	° (51,824)	(51,824)
Depreciation charge for the year	(8,482)	-	(8,482)
Accumulated depreciation on disposal	6,016	-	6,016
Additions	10,791	-	10,791
Disposals	(7,888)	-	(7,888)
Write off	(2,969)	-	(2,969)
Deficit for the year	-	-	-
As at 31 December 2018	83,734	19,313	103,047
Surplus for the year		86,022	86,022
Depreciation charge for the year	(9,290)	-	(9,290)
Additions	9,436	-	9,436
Disposals	1081		-
Write off	-	-	-
Deficit for the year	-	-	-
As at 31 December 2019	83,880	105,335	189,215

STATEMENT OF CASH FLOWS FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

	Notes	2019 USD	2018 USD
Cash flows from operating activities		4	
Surplus/(Deficit) for the year		105,335	19,314
Balance as at 1st January		(19,314)	(71,138)
Proceeds from sale of assets		-	(3,499)
Purchase of PPE	8	9,436	10,791
Interest Income from investments	3	(92)	-
Cash flows from operating activities	-	95,366	(44,533)
Working capital changes			
Decrease/(Increase) in receivables	9	1,395	(670)
(Decrease) /Increase in payables	12	(779)	83,889
Net cash generated / (used) from operating activities		95,983	38,686
Cash flows from Investing activities			
Purchase of fixed Assets - Donors	8	(9,436)	(10,791)
Proceeds from sale of fixed assets	8	-	3,499
Investments	11	3,499	(3,499)
Interest Income from investments	3	92	_
Cash outflows from Investing activities		(5,845)	(10,791)
Cash flows from Financing activities			
Net movement in cash and cash equivalents		90,137	27,895
Cash and cash equivalents as at 1 January	10	304,174	276,279
Cash and cash equivalents as at 31 December	10	394,311	304,174

Les défis et les leçons apprises 0.8

La gestion et la mise en œuvre des programmes peuvent être difficiles, en particulier dans les régions où nous travaillons, a savoirs, dans les situations de conflit et d'après conflit. Il y a des situations où l'on peut mettre en place des mesures d'atténuation, mais il y en a d'autres qui sont hors de notre contrôle. Quoi qu'il en soit, nous en tirons des leçons, nous adaptons notre stratégie de mise en œuvre pour nous assurer que les buts et les objectifs fixés soient atteints.

- Un aspect sur lequel nous n'avons aucun contrôle est le temps et son impact sur les routes. Le mauvais temps a rendu les mauvaises routes impraticables et, en conséquence, certaines zones où nous avons des projets en Ouganda ont été coupées. Dans de telles situations, nous reportons les dates d'activités ou nous devons utiliser des routes plus longues qui pèsent lourdement sur nos frais de déplacement.
- Puisque nous travaillons dans des endroits différents, nous sommes confrontés à la barrière de la langue. Pour y remédier, nous engageons des personnes qui travaillent, soit des experts dans le domaine soit des interprètes.
- Dans les pays en situation de post-conflit où nous travaillons, nous nous sommes confrontées au défi du rétrécissement de l'espace civique. Les lois et politiques gouvernementales exigent des conditions strictes pour le fonctionnement des organisations de la société civile, ce qui retarde parfois les activités et rend impossible une réponse rapide aux problèmes qui se présentent. Par exemple, la contrainte d'obtenir une habilitation de sécurité avant chaque activité a limité la flexibilité et l'organisation spontanée au Soudan du Sud.
- Nous avons appris que les partenariats avec les organisations de la société civile ainsi qu'avec les ministères ou les organismes gouvernementaux facilitent la mise en œuvre des activités et apportent une valeur ajoutée à la qualité et à l'impact des interventions. C'était le cas au Soudan du Sud, en RDC, en Ouganda et au Népal.
- En outre, la création de mouvements plus forts en faveur de la consolidation de la paix exige un investissement systématique dans l'éducation et l'encadrement des jeunes femmes. Il est également important que les voix qui appellent au changement se concentrent sur l'ensemble des besoins pratiques et stratégiques des femmes.



ISBN: 978-9970-29-038-3

© Women's International Peace Centre
Tous droits réservés

Veuillez adresser toute correspondance à:

La Directrice Exécutive

Women's International Peace Centre

Anciennement connu sous Isis-Women's International Cross-Cultural Exchange (Isis-WICCE)
Plot 1, Martyrs Garden Road B, Ministers' Village, Ntinda

P.O Box 4934, Kampala, Uganda

Tél +256-414-543953 Courriel program@wipc.org

Site Web www.wipc.org